

D'UN MODELE A L'AUTRE : LA PART DE L'ECONOMIE

Gérard de BERNIS
Professeur à l'Université de Grenoble

Monsieur le Président, Chers Collègues et Amis,

N'étant pas juriste, je suis particulièrement honoré d'avoir été invité, parce qu'économiste, à votre colloque juridique. J'ai plus à apprendre des juristes que je ne peux leur être utile ; je ressens souvent, en effet, l'inconvénient de la dissociation des enseignements du Droit et de l'Economie. Si je ne suis pas sûr que les juristes n'ont fait qu'y gagner, je vois les faiblesses des économistes qui n'ont aucune base juridique, par exemple aucune connaissance du contenu des concepts de contrat ou d'Etat, pour n'en citer que deux, essentiels pour des économistes. Je suis venu beaucoup moins pour parler que pour apprendre.

Cependant, si j'ai accueilli avec très grande reconnaissance votre commune invitation, que je dois sûrement aussi à mon ami Robert Charvin, ce n'est pas d'abord parce que je voulais rafraîchir mes quelques vieilles connaissances du Droit. Votre invitation me donne en effet une occasion tout à fait privilégiée d'apprendre des collègues algériens ce qu'a été l'évolution de leur pays au cours de ces terribles dernières années, de retrouver quelques-uns d'entre eux, que j'ai connus il y a déjà un certain temps, et beaucoup d'autres que je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer en Algérie. Ce n'est pas sans émotion que je me retrouve parmi vous. Je ne pense pas seulement à ce grand ami, à ce jeune frère, qu'était pour moi notre collègue Abderramane Fardeheb, assassiné alors qu'il avait son billet d'avion en poche, parce qu'on ne lui a pas remis à temps son visa, je pense à tous vos propres amis assassinés par folie.

Plusieurs d'entre vous comprennent mon émotion, ils savent que j'ai beaucoup connu votre pays, que je m'y suis profondément attaché.

J'ai eu l'intense bonheur d'être invité à Alger peu de jours à peine après votre Indépendance : alors, nous croyions tous ensemble que tout devenait possible.

J'ai eu l'insigne honneur de présider la première thèse d'un étudiant algérien au lendemain de votre Indépendance c'était celle d'une jeune femme - quel symbole ! Le grand amphithéâtre de la Faculté était littéralement plein à craquer, l'enthousiasme était à son comble.

Peu à peu, je suis devenu un observateur attentif des réalités de votre pays. J'ai étudié avec quelques détails votre agriculture, puis votre industrie. Sachant que l'Algérie était mal comprise en France, j'ai beaucoup écrit, je voulais faire comprendre et reconnaître la logique sous-jacente de la stratégie algérienne : observant la manière dont elle était mise en œuvre, je trouvais particulièrement significative ce que je considérais comme l'"*alternance*" des premières années, un moment pour les réformes structurelles nécessaires au renforcement de l'Indépendance politique, un moment pour celles qui amorçaient les premières étapes du développement économique, les unes et les autres se rejoignant bien entendu, ce qui m'amenait à faire de la construction du troisième pipe un exemple majeur : déjà, la Banque Mondiale et mon propre pays se liguait pour contrôler votre pays, vous l'avez refusé, et vous vous êtes mis à inventer les techniques nouvelles qui devaient vous permettre de souder les tubes, et, par là, de construire ce troisième pipe.

Vous m'avez invité à enseigner chez vous, en D.E.A. deux années d'abord, en licence ensuite durant une année entière. Vous m'avez même fait participer, en même temps que quelques autres collègues français, à l'un ou l'autre des jurys de recrutement de vos jeunes enseignants.

En 1969, vous m'avez donné les moyens de réunir dans votre pays, pendant quinze jours inoubliables, mes étudiants de Grenoble et d'Alger ; nous l'avons refait en France en octobre de la même année ; quel meilleur moyen de faire

naître la compréhension et de créer des amitiés entre les deux rives de la Méditerranée !

Je n'oublie rien de ces années où vous meniez de front en les articulant la réforme agraire et la construction de l'industrie : ce n'est pas par hasard qu'en 1973 le Mouvement des Non-Alignés a reconnu votre Président comme son leader ; son discours à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Nations-Unies (1975), clair, déterminé, équilibré, traçait la voie de l'espoir pour tout le Tiers-Monde. Je l'ai écrit ici et là, j'ai tenté de le conceptualiser : je caractérisais cette stratégie en parlant des "*industries industrialisantes*", expression que je crois toujours juste, même si l'on n'a jamais cessé, récemment encore, de me la reprocher. C'est le même Président qui envoyait les étudiants dans les campagnes pour expliquer la Réforme Agraire, et en assurer la réalisation, exprimant ainsi sa volonté de faire coïncider les différents aspects, les plus matériels et les plus idéologiques (les latino-américains disent "*conscientisation*"), de l'articulation de l'industrie et de l'agriculture.

Il m'est bien arrivé aussi de dire mon désaccord sur certains points de politique économique. Ce fut le cas lors de la première fixation du prix du pétrole : je considérais qu'il fallait le vendre bon marché à l'intérieur et plus cher à l'extérieur, et non l'inverse, pour satisfaire les besoins internes et accumuler des devises, je fus très étonné d'être aussi vite compris. En revanche, lorsque je me suis inquiété d'un endettement qui me paraissait trop rapide, quoiqu'il soit stimulé par les taux d'intérêt faibles de l'époque, et les conditions consenties aux pays qui entraient dans ce processus, tant les banques des pays dominants avaient besoin de "*placer*" les liquidités qu'elles détenaient (l'origine de ce processus remontant essentiellement au déficit structurel de la balance externe américaine), et que je soutenais qu'aucun pays, qu'aucun Etat, ne peuvent vivre durablement au-dessus de leurs moyens, ce que j'ai pu dire n'a rien changé. C'était bien en un sens, je gardais ma totale liberté de parole ; aussi longtemps que les économistes feront autant d'erreurs qu'ils en font, ils ne peuvent exiger d'être entendus. Evidemment, ça ne pouvait même pas empêcher certains groupes sociaux algériens d'en profiter pour assurer leur enrichissement personnel.

En revanche, je suis conscient d'avoir commis de véritables erreurs sur d'autres terrains en n'attirant pas l'attention des dirigeants sur des réalités dont j'aurais dû saisir bien plus rapidement l'importance : l'économiste est responsable de ce qu'il dit et de ce qu'il ne dit pas..., même quand on ne lui demande rien. Certes, je ne suis pas assez fou pour penser que cela aurait modifié si peu que ce soit le cours de l'histoire, mais cela ne peut servir de justification quand on est reçu en ami. Je ne l'ai compris que plus tard, il était trop tard, je le reconnais.

Alors, - c'était après que le Président ne tombe malade, quand une véritable lutte s'est engagée autour de sa succession - je suivais avec une grande émotion ce qui se passait en Algérie, grâce à mon ami Abderramane ; il écrivait sa thèse, nous partagions le même bureau à la Faculté de Grenoble, il était bien assis en face de moi, mais son esprit était en Algérie ; le début de la matinée se déroulait selon un rite : avant de se mettre à son propre travail, il me traduisait et m'expliquait les messages rapportés par la Presse ou la Radio algériennes, envoyés la veille ou dans la nuit, de tout le pays, des usines, des champs, souhaitant la guérison du Président, craignant un changement de politique économique, et s'y opposant. Ni lui, ni moi ne pouvions imaginer que, malgré tout cela, l'effort allait être abandonné.

Quand il fut avéré que c'était bien le cas, il fallût le comprendre, j'y ai mis quelque temps. La politique agro-industrielle, la reforestation au Sud, etc., avaient créé nombre d'emplois, le chômage régressait, le pays s'était profondément transformé, une base industrielle inimaginable vingt ans plus tôt avait été construite, les moyens du développement agricole commençaient à être disponibles..., cependant, la population a laissé faire le changement d'orientation sans se mobiliser, voire sans rien dire, comme si cela ne la concernait pas. L'insuffisance d'explications dans la période précédente, réelle en effet - l'autoritarisme est toujours la tentation de ceux qui veulent aller vite, trop vite, sans se demander ce que pense la masse de la population - ne pouvait être la seule cause d'une passivité qui démentait la force des messages que j'évoquais. En revanche, tout responsable politique devrait avoir sans cesse présentes à l'esprit deux certitudes : toute population se désintéresse de la "*chose publique*" dès qu'elle ne se sent plus

concernée par la politique menée ; elle ne se sent concernée par une politique donnée que si celle-ci répond à son attente, c'est-à-dire à ses besoins. J'ai réalisé ainsi, mais trop tard, que la passivité avec laquelle a été accueilli le changement de politique tenait à ce que les politiques industrielle et agricole, qui assuraient les besoins à long terme de l'économie nationale, n'avaient pas pris en compte les besoins immédiats, concrets, de la population. Plusieurs phénomènes concrétisent cette affirmation générale :

- la commercialisation des produits de base (et d'abord celle des produits d'alimentation) était très mal contrôlée, ce qui permettait aux commerçants de réaliser d'énormes profits aux dépens de la population, et de s'ériger peu à peu en groupe dominant ;

- on investissait dans l'industrie, on y créait de nombreux emplois, mais les travailleurs avaient les plus grandes difficultés pour se loger ;

- l'industrie nécessitait de l'eau, elle la prenait parfois aux agriculteurs, en contradiction totale avec l'objectif du développement agricole, et les citadins se plaignaient d'en manquer gravement, ce qui tendait à générer des oppositions de classe.

Je n'ai lié ces éléments les uns aux autres et compris les contradictions qui en résultaient que bien plus tard, donc trop tard, alors qu'il eût fallu les saisir dès leur naissance. On comprend que la population ait eu tendance à opposer la stratégie industrielle et la satisfaction des besoins de base ; les groupes sociaux qui avaient le plus bénéficié de cette situation n'étaient pas les moins actifs à la dénoncer comme étant due au rôle trop actif de l'Etat, et à revendiquer une politique économique laissant plus de liberté aux citoyens : il est aisé de leur faire croire partout, toujours, on le voit bien en France aujourd'hui que le "*moins d'Etat*" est plus efficace ; il est apaisant pour les consciences d'oublier les propos de Lamennais ou Lacordaire à la fin du XIXème siècle : "*entre le riche et le pauvre, le puissant et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère*".

Reconnaître ses erreurs, c'est peut-être le moyen d'en tirer quelques leçons qui ne peuvent, en l'occurrence, être que politiques comme le sont à la fois le Droit Public et l'Economie

Politique, et se rencontrent aujourd'hui sur le terrain de la dette et du rôle de l'Etat.

A s'endetter, on devient à coup sûr dépendant de l'"*endetteur*", qui veut en particulier (Programme d'Ajustement Structurel - P.A.S.), réduire le rôle de l'Etat, de l'"*endetté*", pour lui ôter tout moyen de résister aux oukases imposés de l'extérieur et le soumettre aux puissances dominantes internes et externes, lesquelles, bien entendu, sont liées de multiples façons. On ne dira jamais assez combien l'endettement du Tiers-Monde a été l'accélérateur de la "*mondialisation*", que ce soit par l'extension des marchés financiers que la masse des créances sur les "*endettés*" a considérablement renforcée, que ce soit par la réduction des pouvoirs des Etats auxquels les P.A.S. ont imposé d'ouvrir les frontières, de privatiser la plupart des services publics, de réduire les budgets d'éducation, de formation, de santé, autrement dit les points essentiels d'une stratégie de développement. Il s'agit - l'Algérie n'en est pas le seul cas - d'un retour en force de la situation de dépendance. **Un pays endetté ne pourra jamais payer sa dette, exactement comme un paysan endetté ne peut jamais se libérer de son usurier : il lui remet chaque année la récolte qui ne couvre pas toute la dette, l'usurier ne le met pas en prison, il lui redonne de quoi vivre pour qu'il puisse travailler l'année suivante ; il lui suffit que la récolte soit chaque année supérieure à ce qui est nécessaire au paysan pour vivre, ce "*surplus*" est le profit (un revenu sans travail) de l'usurier ; le "*Club de Paris*" est l'usurier. Aujourd'hui, le rééchelonnement de la dette se fait sur une durée de trente années (presque une génération), et pendant ces trente ans la dette elle-même continue de croître. Au lieu d'"*usure*", H. Bourguinat parle de "*dette perpétuelle*", c'est la même idée sous une autre forme.**

L'abandon de la dette conditionne à mon avis tout assainissement de l'économie mondiale, il réduirait utilement l'ampleur des marchés financiers, donc l'incertitude qui pèse sur l'investissement, ce qui serait très positif à la fois pour que les pays du Sud se développent, et que l'investissement reprenne dans les pays du Nord, qui traversent aujourd'hui une crise qui ne peut se résoudre sans une modification en profondeur des conditions de l'économie mondiale. Nul ne peut soutenir que son abandon serait source de difficultés pour le système bancaire international, la manière dont les banques ont

géré la dette collectivement, restructuré l'ensemble de leurs créances et provisionné leurs bilans supprime toute inquiétude à ce sujet.

Bien entendu, l'Algérie ne pourra y réussir si elle est seule à le vouloir, c'est une question de prise de conscience à l'échelle mondiale. Mais l'Algérie est suffisamment respectée par l'ensemble des pays du Sud pour que l'on puisse penser qu'en prenant l'initiative d'une concertation mondiale à ce sujet, elle modifierait profondément l'attitude de soumission des pays du Sud. Etes-vous sûrs que ceux-ci ne l'attendent pas sans oser le dire individuellement par peur de représailles ? Mes chers collègues, j'ai confiance en votre pays : il est parfaitement capable de susciter une initiative collective radicale.